



CNRS-INSERM

INRIA-IRD-INED

Pour nos droits et contre l'austérité, Toutes et tous dans les manifestations et en grève le 9 avril

Mardi 9 avril 2013, la CGT, la FSU, FO et SUD appellent à l'action et à la grève les salariés du privé et ceux de la Fonction Publique. Il s'agit de s'opposer à la transcription dans la loi de l'Accord National Interprofessionnel (ANI) conclu entre le patronat d'un côté et la CFDT, la CFTC et la CGC de l'autre. Cet accord vise, en cas de difficulté d'une entreprise, à lui permettre de baisser les salaires, d'imposer une mobilité forcée et une flexibilité aux salariés, en échange d'hypothétiques « nouveaux droits » dans un avenir proche ou lointain (comme la complémentaire santé). Alors que la crise actuelle appelle une protection accrue des salariés et une réorientation de la stratégie des entreprises en faveur de l'emploi et des salaires, les dispositions contenues dans l'ANI vont aggraver la situation. C'est l'austérité que le gouvernement et le patronat vont faire payer aux salariés du privé et des entreprises publiques de droit privé.

Dans la Fonction Publique, nous subissons aussi la diminution des salaires et la montée de l'instabilité. La valeur du point d'indice est bloquée depuis 2010 et le nombre d'emplois précaires s'accroît. De 2000 à 2010, le point d'indice n'a été revalorisé que partiellement. Entre janvier 2000 et février 2013, notre traitement (hors avancements individuels) a diminué de près de 15% par rapport au coût de la vie. Forcément la situation la plus difficile est celle des traitements les plus faibles, ceux de nombreux agents de catégorie C, mais concerne aussi, en début de carrière, les catégories B et A.

Quant aux non titulaires, ils sont plus d'un million dans la Fonction Publique dont 50 000 dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche. Si la loi Sauvadet va permettre de CDIser et de titulariser un petit nombre de CDD de longue durée, elle ne réglera pas la situation de la majorité des non titulaires, y compris quand ils occupent des fonctions pérennes. Au contraire, le projet de loi Fioraso maintient la recherche sur projet génératrice de précarité (ANR etc.) et poursuit les « investissements d'avenir » de l'ère Sarkozy (Idex, Labex etc.). Le gouvernement actuel applique une politique d'austérité qui aura de lourdes conséquences. Dans les universités des milliers de postes sont gelés. On évoque pour le CNRS 450 suppressions d'emplois en 2014 et une situation dramatique pour les laboratoires. C'est inacceptable, il faut des moyens pour les laboratoires et des postes de titulaires en nombre suffisant pour que la recherche publique accomplisse sa mission.

Salariés du Privé et de la Fonction Publique, nous ne devons pas accepter cette austérité.

Le patronat peut et doit payer. L'argent existe : les milliards du crédit « compétitivité-emploi » ; le crédit impôt-recherche ; les profits croissants de la grande majorité des entreprises du CAC 40.

Le SNTRS-CGT appelle à la grève lors de l'examen au Parlement du projet de loi sur l'ANI. Il y a longtemps que notre syndicat n'avait pas pris une telle initiative. C'est bien parce que nous jugeons la situation très dangereuse pour les salariés et aussi pour la démocratie.

**Le 9 avril toutes et tous dans les manifestations et en grève.
Mobilisons-nous pour nos droits, pour nos salaires, pour nos emplois.**

Pour les salaires et l'emploi public : <http://site-syndicat.org/petition/index.php?petition=11>

Pour le retrait du projet de loi Fioraso : <http://www.loiesrtoujoursinacceptable.org>